

très honorable ami a prononcé les paroles suivantes:

Une des principales raisons qui m'ont engagé à combattre la réciprocité...

Ce n'est pas parce qu'il s'agissait d'un accord imprécis et qui pourrait être modifié en aucun temps, mais.

...c'est qu'elle remettait dans le creuset pour sa solution un problème intéressant le patriotisme.

Voilà les paroles que le premier ministre a prononcées en 1911 et je les relève à la page 16 v.f. du compte rendu du débat, édition révisée. Et ici même, l'autre soir, voici ce qu'il a déclaré:

A plusieurs reprises, j'ai exposé en cette Chambre les raisons qui m'ont engagé à combattre cette mesure. En premier lieu, il s'agissait d'un accord inséré dans les statuts des deux pays pour cette année-là et il y était fait mention d'un nombre limité de produits. Cependant, le texte de l'accord était rédigé de telle façon que le pacte aurait été abrogé dès que le Canada aurait modifié les droits sur un seul de ces produits. En second lieu, la durée de l'accord n'était pas fixée; le texte ne spécifiait pas le nombre d'années qu'il resterait en vigueur.

Voilà des motifs bien différents de celui qu'il alléguait en 1911, alors que la réciprocité mettait en jeu notre patriotisme. Quoi qu'il en soit, le premier ministre a déclaré l'autre soir qu'il désire sincèrement qu'un accord commercial intervienne entre le Canada et les Etats-Unis. De concert avec le ministre des Finances, qu'est-ce qu'il entend faire à ce sujet? Nous sommes à une époque où il faut agir avec promptitude. Voici ce que mon très honorable ami a dit l'autre soir:

A mon avis, tout ce que nous pouvons faire, c'est de suivre la marche tracée par tous les régimes qui se sont succédés à la direction des affaires et laisser voir sans équivoque notre désir de négocier un accord à des conditions justes et raisonnables, pour employer l'expression dont se sont servis les premiers ministres et les ministres des Finances tant libéraux que conservateurs. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que nous sommes prêts et consentants à nous prévaloir de toutes propositions qui seront justes et raisonnables et non pas de nature à causer des torts au pays au cas où l'on y mettrait fin brusquement.

Un MEMBRE: Il ne s'agit plus de prendre les marchés d'assaut.

L'hon. M. RALSTON: Non, il n'est plus question de prendre les marchés d'assaut. Mon très honorable ami est très accommodant en face d'un problème de cette nature. Il ne veut déranger du tout nos voisins du sud; il n'y a rien en tout cela de bien violent. Il va de soi que mon très honorable ami s'est passablement lié les mains pour ce qui est de conclure un traité de réciprocité avec les Etats-Unis par les accords qui ont été le résultat

[L'hon. M. Ralston.]

de la dernière conférence impériale; il est obligé d'y aller en douceur maintenant pour entamer des pourparlers avec les Etats-Unis.

J'espère toutefois que mon très honorable ami poursuivra les négociations entamées avec le gouvernement américain, s'il faut en croire la rumeur; en conséquence du changement de régime qui vient de se produire chez nos voisins du Sud, j'ose espérer qu'une convention ou un accord de réciprocité quelconque sera bientôt conclu avec le gouvernement des Etats-Unis. Et tout particulièrement un représentant de la Nouvelle-Ecosse ne saurait faire allusion à la réciprocité ici ou ailleurs sans évoquer le nom du très honorable W. S. Fielding; en fait, m'est avis que la conclusion de ce pacte réciprocaire constitue le plus remarquable des nombreux actes de la carrière politique de cet homme d'Etat distingué.

Je vous le demande, monsieur l'Orateur ainsi qu'à la Chambre, par les temps durs que nous traversons, n'est-il pas absolument nécessaire de supprimer les entraves qui étranglent le commerce en nous efforçant d'élargir nos débouchés? Voilà la thèse que j'ai soutenue pour l'augmentation des revenus, et elle s'applique également si nous voulons revoir notre population jouir d'une nouvelle ère de prospérité. Je citerai un passage du discours que sir Herbert Holt, le président de la banque Royale, a prononcé à la dernière réunion annuelle des actionnaires:

La civilisation elle-même s'est développée grâce à l'échange des produits entre nations. Avec le temps, ces échanges ont, de façon ininterrompue, donné lieu à une vague de prospérité, a contribué à accroître la puissance productrice des peuples, ainsi que la consommation par tout l'univers. Avec la situation anormale qui a suivi les premières phases de la dépression actuelle, les pays ont, les uns après les autres, tout essayé en vue d'accroître leurs exportations, de diminuer leurs importations et de ne pas avoir à compter autant sur le reste de l'univers. Presque sans se rendre compte de ce qu'ils faisaient, ils ont, chacun à son tour, pris des mesures qui ont sapé leur propre prospérité. Ils ont cherché à effectuer leurs paiements en or, plutôt qu'en marchandises... D'une façon indécise et presque sans orientation, ils se sont laissés entraîner à une guerre économique, plus destructive encore que ne l'avait été le grand conflit de 1914. Tous les pays se livrent à une guerre d'usure. Si l'on reconnaissait à quel point la chose est futile, on pourrait s'attendre à un armistice, mais avant qu'il y ait assez de bon esprit entre les gens pour arrêter des conditions de paix acceptables, il faut que tous les combattants se pénètrent de la nécessité qu'il y a de faire des concessions de part et d'autre.

Et plus loin il ajoute:

Toutes les villes et villages de l'univers devraient réclamer la restauration du commerce mondial... La Hollande, le Danemark, la Belgique et le Luxembourg ont abaissé leurs droits de douane afin d'assurer une plus grande liberté